

Brochure n° 3196

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1351. – ENTREPRISES DE PRÉVENTION ET DE SÉCURITÉ**

AVENANT DU 21 DÉCEMBRE 2018  
RELATIF À LA DÉSIGNATION DE L'OPÉRATEUR DE COMPÉTENCE (OPCA)

NOR : ASET1950761M  
IDCC : 1351

Entre :

SNES ;

SESA,

D'une part, et

FS CFDT ;

CSD CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Par un accord paritaire du 8 mars 1995 modifié le 6 juillet 2011, la branche des entreprises de prévention et de sécurité (IDCC 1351) a désigné OPCALIA en qualité d'organisme paritaire collecteur agréé pour cette branche.

La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, particulièrement son article 39, emporte transformation des organismes paritaires collecteurs agréés (OPCA) en opérateurs de compétences (OPCO) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

En outre, le champ d'intervention des futurs OPCO a été modifié par cette même loi. L'article L. 6332-I A du code du travail dispose qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 les OPCO ont pour missions :

1° D'assurer le financement des contrats d'apprentissage et de professionnalisation, selon les niveaux de prise en charge fixés par les branches ;

2° D'apporter un appui technique aux branches adhérentes pour établir la gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences et pour déterminer les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage et des contrats de professionnalisation ;

3° D'assurer un appui technique aux branches professionnelles pour leur mission de certification mentionnée à l'article L. 6113-3 ;

4° D'assurer un service de proximité au bénéfice des très petites, petites et moyennes entreprises, permettant d'améliorer l'information et l'accès des salariés de ces entreprises à la formation professionnelle et d'accompagner ces entreprises dans l'analyse et la définition de leurs besoins en matière de formation professionnelle, notamment au regard des mutations économiques et techniques de leur secteur d'activité ;

5° De promouvoir les modalités de formation prévues aux deuxième et troisième alinéas de l'article L. 6313-2 auprès des entreprises.

Il appartient à chaque branche de désigner son futur OPCO avant le 31 décembre 2018. Cet OPCO devra ensuite, avant le 31 mars 2019, obtenir son agrément des pouvoirs publics.

La branche des entreprises de prévention et de sécurité fait le constat que ses activités correspondent à des services opérationnels aux entreprises. Elle réunit des TPE, des PME et des grandes entreprises, implantées sur tout le territoire national et qui ont, pour la plupart, pour caractéristique significative d'effectuer leurs prestations sur les sites mêmes de leurs clients.

Les entreprises de prévention et de sécurité emploient des salariés bénéficiant des premiers niveaux de formation initiale (niveaux V et infra), en ce qui concerne ceux qui sont titulaires d'une carte professionnelle. Toutefois, leurs activités requièrent des compétences spécifiques multiples, répondant à la réglementation et à un contexte de mise en œuvre parfois complexe. Les problématiques d'organisation de la formation initiale et du maintien des acquis et des compétences sont des facteurs structurants dans la branche.

Les enjeux de la branche des entreprises de prévention et de sécurité sont la transformation nécessaire de ses métiers, la mise en place d'une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, l'amélioration de l'attractivité pour favoriser le recrutement, la montée en compétences par le biais de nouvelles certifications pour des métiers émergents liés au développement des technologies ou à des évolutions législatives et réglementaires et le développement de l'encadrement intermédiaire. L'accueil de jeunes, notamment dans les PME et TPE (moins de 50 salariés), doivent également être prises en compte.

La branche des entreprises de prévention et de sécurité souhaite ainsi pouvoir bénéficier d'investissements importants en ingénierie de formation, de compétences et de certification, aussi bien pour l'accès aux savoirs de bases que pour des compétences plus techniques. Les partenaires sociaux estiment que le partage des expertises acquises dans des secteurs proches en termes d'emploi et de services opérationnels aux entreprises, le développement de travaux communs et leur mutualisation constitueront des atouts forts pour développer la qualification, la certification et plus largement la sécurisation des trajectoires professionnelles des salariés.

Par ce préambule, les organisations représentatives pensent avoir établi la pertinence économique et sociale du champ d'intervention du futur OPCO, dont le montant des contributions gérées ou le nombre d'entreprises devront répondre aux conditions posées par un décret à suivre.

Par conséquent,

Vu la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, vu le projet de décret à paraître relatif à l'agrément et au fonctionnement des opérateurs de compétences, des fonds d'assurance formation des non-salariés et au contrôle de la formation professionnelle, et ayant été présenté pour avis au CNEFOP le 9 novembre 2018, les parties signataires décident :

### **Article 1<sup>er</sup>**

#### *Modification à la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité*

Le présent avenant a le même champ d'application que la convention collective des entreprises de prévention et de sécurité (IDCC 1351, art. 1<sup>er</sup>).

Le présent article abroge l'article 1<sup>er</sup> de l'accord du 8 mars 1995 portant création d'une section professionnelle paritaire de la prévention-sécurité et son avenant modificatif du 6 juillet 2011 relatif à la désignation de l'OPCA.

Dans tous les accords de la CCN des entreprises de prévention et de sécurité, chaque fois qu'il est fait référence à l'opérateur paritaire collecteur agréé (OPCA), que celui-ci soit nominativement désigné ou non, il convient d'y substituer une référence à l'opérateur de compétences (OPCO) désigné dans la limite des compétences que la loi et la réglementation lui attribuent.

## **Article 2**

### *Objet*

Les partenaires sociaux signataires du présent accord reconnaissent à l'association FAF-TT un volant d'expertises répondant aux enjeux et spécificités de la branche des entreprises de prévention et de sécurité mentionnés dans le préambule. De ce fait, ils désignent l'association FAF-TT comme porteur du futur opérateur de compétences. Sa dénomination, son organisation, sa gouvernance ainsi que ses missions évolueront conformément à l'accord constitutif de l'opérateur de compétence couvrant, notamment, les branches des entreprises du travail temporaire, des entreprises de la propreté et services associés ainsi que les entreprises de prévention et de sécurité.

Le présent avenant a pour objet de remplacer l'article 1<sup>er</sup> de l'accord paritaire du 8 mars 1995 relatif à la désignation de l'opérateur de cette branche professionnelle.

Les signataires désignent l'opérateur de compétences couvrant les branches des entreprises du travail temporaire, des entreprises de la propreté et services associés ainsi que les entreprises de prévention et de sécurité, en qualité d'organisme chargé de l'appui technique à la branche collective « prévention et sécurité » pour la mise en œuvre de sa politique conventionnelle, dont la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences et la détermination des niveaux de prises en charge adéquats des contrats d'apprentissage et de professionnalisation.

Cette désignation est valable sous la condition suspensive de son agrément par l'État.

## **Article 3**

### *Motivation liée à l'absence de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés*

Le présent accord n'a aucun effet direct sur les entreprises de la branche de la sécurité privée. Par ailleurs, son objet rend impossible la création de stipulations spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés. En conséquence les organisations représentatives estiment avoir satisfait aux obligations de l'article L. 2232-5-1 du code du travail.

## **Article 4**

### *Entrée en vigueur et durée*

Le présent accord entre en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. Il est conclu pour une durée indéterminée.

## **Article 5**

### *Publication. – Extension*

Le présent accord fera l'objet des formalités de dépôt et de publicité prévues par les dispositions réglementaires visées aux articles R. 2231-1-1 et D. 2231-2 à D. 2231-7 du code du travail.

Les parties signataires conviennent d'en demander l'extension.

## **Article 6**

### *Dépôt*

Le présent accord a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations syndicales représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail, et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et L. 2231-7 du même code.

En même temps que son dépôt, il fait l'objet d'une demande d'extension dans les conditions prévues par l'article L. 2261-15 du code du travail.

## **Article 7**

### *Dénonciation. – Révision*

Le présent accord peut être dénoncé dans les conditions prévues aux articles L. 2261-9 et suivants du code du travail.

Il peut être révisé conformément aux dispositions des articles L. 2261-7 et suivant dudit code.

Fait à Paris, le 21 décembre 2018.

(Suivent les signatures.)